



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

entreprises d'insertion

Question écrite n° 43911

## Texte de la question

M. Albert Facon appelle l'attention de M. le ministre délégué aux relations du travail sur la situation préoccupante de la filière de récupération textile en France. L'intérêt de la filière de récupération textile est qualitativement et quantitativement important tant en matière d'environnement que de créations d'emplois au bénéfice de publics défavorisés. 160 000 tonnes sont aujourd'hui collectées, triées et revalorisées à 90 %. Ce secteur emploie 2 600 personnes relevant des publics en difficulté. Malgré son intérêt, cette filière est menacée. La proportion d'articles réemployables, qui génèrent le plus de valeur ajoutée et, donc, financent le recyclage des autres produits, baisse considérablement dans les produits collectés. Par ailleurs, le durcissement de la réglementation en matière de traitement des déchets ultimes a renchéri le coût de traitement de ceux-ci et donc augmenté les charges supportées par les seuls recycleurs. Enfin, les réglementations sociales, si elles peuvent être bénéfiques pour les personnes, ont néanmoins accéléré la hausse des coûts de traitement dans des métiers où la main-d'oeuvre est prépondérante puisqu'elle représente 60 à 70 % du prix de revient. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre pour maintenir le secteur de la récupération textile et permettre ainsi de sauvegarder les emplois qui y sont liés. - Question transmise à Mme la ministre déléguée à la lutte contre la précarité et l'exclusion.

## Texte de la réponse

L'attention du Gouvernement est appelée sur la situation des structures d'insertion qui développent leurs activités d'insertion professionnelle dans le secteur de la récupération de textile, et en particulier sur celle des entreprises d'insertion membres de l'association « Le Relais ». L'association « Le Relais » a porté à la connaissance du ministre ses inquiétudes concernant l'évolution de ce secteur, ces inquiétudes étant fondées sur la baisse de la quantité des vêtements et autres textiles collectés qui peuvent donner lieu à un recyclage effectif, sur la mise en place de réglementations sociales telles que les 35 heures qui renchérisse les coûts de production ou encore sur l'évolution de la réglementation française et européenne sur les exigences relatives au processus de recyclage des produits. Selon cette association, l'ensemble de ces éléments de contexte serait de nature à diminuer la rentabilité des structures d'insertion et mettrait en péril leur présence dans le champ de la filière de récupération des textiles. Les structures d'insertion par l'activité économique développent depuis plusieurs années des activités et des emplois au profit de personnes menacées d'exclusion dans le cadre d'activités répondant aux conditions du marché propres à la filière professionnelle dans laquelle elles ont choisi de se développer. À l'instar de toute entreprise de droit commun, elles sont soumises à l'évolution de la réglementation de ce secteur ainsi qu'à la conjoncture économique de cette filière professionnelle. Le soutien apporté par le ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale à ces structures vise à permettre l'embauche de personnes très éloignées de l'emploi et pour lesquelles un accès immédiat à un emploi dans les conditions ordinaires du marché du travail n'est pas envisageable. C'est donc aux moyens de subventions réduisant les coûts à l'embauche de ces personnes et finançant leur accompagnement social et professionnel que l'État intervient en faveur du fonctionnement et du développement des structures d'insertion. Ainsi, et afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation sur le temps de travail, les entreprises qui appliquent un

accord négocié de réduction du temps de travail bénéficiant d'une aide au poste majorée de la part de l'État. Conformément à l'esprit qui a présidé à leur création, les structures d'insertion doivent s'inscrire et suivre les évolutions propres à chaque secteur d'activité. Ainsi, les grands réseaux de l'insertion par l'activité économique, qui représentent les intérêts des structures d'insertion, doivent négocier avec les branches professionnelles les conditions d'évolution de la réglementation des différents secteurs d'activité, comme les y engagent les conventions pluriannuelles d'objectifs conclues avec eux par le ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale. Ce rapprochement entre les réseaux de l'insertion et les branches professionnelles est de nature à mieux prendre en compte, au sein de chaque secteur professionnel, la place et les enjeux liés aux structures d'insertion qui participent pleinement du développement de l'emploi et de l'activité de ces différents secteurs.

## Données clés

**Auteur :** [M. Albert Facon](#)

**Circonscription :** Pas-de-Calais (14<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 43911

**Rubrique :** Emploi

**Ministère interrogé :** relations du travail

**Ministère attributaire :** précarité et exclusion

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 13 juillet 2004, page 5277

**Réponse publiée le :** 12 octobre 2004, page 7983